

Débat : Que mangerons-nous demain ?

Participaient à ce débat :

- *Richard GIRARDOT, président de l'Association nationale des industries alimentaires (Ania)*
- *Christiane LAMBERT, présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA)*
- *Amélie LEGRAND, responsable des affaires agroalimentaires au Compassion in World Farming (CIWF), ONG qui promeut les pratiques d'élevage respectueuses du bien-être animal*
- *Serge PAPIN, ancien président de Système U, à l'origine du manifeste « Osons Demain, pour la transition écologique des entreprises »*

Animateur : Frédéric Ferrer, journaliste, consultant et enseignant à l'ESCP Europe.

Frédéric FERRER rappelle que la population mondiale comptera 9 milliards d'êtres humains en 2050. La pénurie annoncée de ressources naturelles, l'enjeu stratégique de l'eau, manque de terres agricoles, le péril de la chaîne alimentaire nécessitent de profonds changements en matière alimentaire. En outre, les droits des animaux et la lutte contre la souffrance animale s'affirment dans les pays développés.

Christiane LAMBERT explique qu'en France, la chaîne de l'alimentation rassemble 400 000 producteurs, 18 000 acteurs de l'industrie agroalimentaire et six ou sept distributeurs. Elle rappelle également que les trois générations européennes actuelles n'ont pas connu de guerre, de manque et de disette. À l'ère de la livraison express de repas par téléphone, la satisfaction du besoin alimentaire n'est plus le même enjeu. Toutefois, la Terre comprend 1,2 milliard de personnes en situation de malnutrition et 800 millions de personnes qui souffrent de faim. Le changement climatique est un défi. Il faut produire plus et mieux avec moins d'impact sur les ressources naturelles et tenir compte de la question du bien-être animal. Les éleveurs sont attachés à leurs animaux. Ceux-ci produisent mieux quand ils vivent dans de bonnes conditions.

Amélie LEGRAND indique que le CIWF, une ONG créée en 1967 par un éleveur laitier, vise à sensibiliser les consommateurs et la filière de l'élevage sur les enjeux du bien-être animal et proposer des solutions. Son but n'est pas de remettre en cause l'élevage lui-même, mais de faire évoluer les conditions de vie, de transports et d'abattage des animaux. Il s'agit de produire mieux et autrement, même si produire plus est nécessaire dans certains pays touchés par des situations de famine. Alors que le modèle industriel s'épuise dans les pays développés, l'objectif est de soutenir les petites exploitations familiales et les faire bénéficier d'un accompagnement technique permettant d'augmenter la longévité des animaux, grâce à une meilleure alimentation et une meilleure santé.

Richard GIRARDOT souligne que toutes les entreprises peuvent produire plus avec moins de surfaces agricoles et moins de nuisances et qu'elles n'ont pas le choix. Ces évolutions ont été anticipées dans certains domaines, mais il va falloir adopter un rythme très rapide. À l'avenir, l'eau sera le premier défi.

Serge PAPIN rappelle que tous les acteurs du marché de l'alimentation – producteurs, transformateurs, distributeurs – ont une responsabilité. Après les rapports de forces vécues dans le passé, le moment est venu de la réconciliation autour des enjeux de la santé et du partage de

valeurs. Par ailleurs, il fait faire en sorte que la part de l'alimentation dans le budget d'un foyer ne soit plus une variable d'ajustement assortie d'une baisse de qualité des produits. Enfin, il faut engager d'importants efforts de pédagogie pour convaincre les consommateurs de la nécessité de manger moins et manger mieux.

Richard GIRARDOT observe que la part budgétaire de l'alimentation dans un foyer a baissé de 20 à 11 % en vingt-cinq ans.

Serge PAPIN ajoute que la filière vinicole produit beaucoup moins, mais que les vins sont de meilleure qualité. Il faut engager la même démarche dans la filière de la viande et mieux valoriser la production des éleveurs.

Richard GIRARDOT souligne que, dans le monde occidental, le prix est le critère déterminant des producteurs et des consommateurs. Dans les autres parties du monde, les populations n'ont pas assez à manger et ne consomment pas de viande. Ce débat porte sur la notion du prix dans le monde entier.

Christiane LAMBERT constate que la consommation de salades de quatrième gamme, lavée et en sachets, augmente beaucoup plus rapidement que celle de salades à préparer. Il en va de même pour la vente de pommes de terre épluchées et sous vide. Dans vingt ans, il est prévisible que les consommateurs n'éplucheront plus les pommes de terre. Autre évolution, les Français font moins d'achats dans les grandes surfaces pour leur consommation au domicile, et vont davantage au restaurant, notamment dans la restauration rapide. En parallèle, de nouveaux besoins comme le téléphone portable et l'écran plat sont aujourd'hui catégorisés dans les besoins primaires, ce qui mène de nombreux foyers à réduire les dépenses alimentaires. Chez les jeunes, elles représentent moins de 10 % du budget.

Amélie LEGRAND note que le prix reste un facteur important dans le choix des consommateurs, sans être le seul critère. Le véritable levier pour faire évoluer les modèles agricoles et comportements d'achat est l'accès à l'information sur les produits. D'ores et déjà, les codes européens relatifs aux œufs permettent au consommateur de s'informer sur les conditions d'élevage des poules. Il est souhaitable d'étendre ce dispositif d'étiquetage à l'ensemble des produits animaux, en fonction de leur mode de production et le niveau de bien-être animal, mais également d'accroître la valeur ajoutée liée au bien-être animal et de proposer une rémunération juste aux éleveurs. Le système d'étiquetage lancé par CIWF en lien avec l'enseigne Casino va dans ce sens. L'ONG apporte également une expertise technique aux entreprises agroalimentaires ainsi qu'à la grande distribution aux transformateurs afin de faciliter la réalisation d'un état des lieux sur l'intégration du bien-être animal à leur stratégie RSE.

Serge PAPIN souligne qu'un projet économique doit s'accompagner d'un projet relatif à la valeur sociétale ajoutée. En 2005, Système U s'est engagé à ne plus commercialiser des produits dont les ingrédients présentent des substances nocives, comme le parabène. Le prix des produits a augmenté, mais cette marque distributeur est celle qui a gagné les plus importantes parts de marché. Par ailleurs, Serge PAPIN plaide en faveur d'une réduction des déséquilibres entre les produits les plus connus et à faibles marges et celui des fruits des légumes dont les marges atteignent souvent 35 %.

Richard GIRARDOT signale que les industriels Harris et Pasquier ont conclu un contrat avec les céréaliers au plan local afin de développer une politique d'achats respectueuse de l'esprit de la loi EGALIM. Toutefois, certains distributeurs n'ont pas eu la réaction escomptée et ont exprimé des demandes négatives en termes de tarifs.

Serge PAPIN rappelle que, dans son discours du 11 octobre 2017 à Rungis, le Président de la République a appelé à dépasser les négociations marquées par des rapports de forces et à les faire évoluer vers la pluriannualité, pour le meilleur profit de la filière.

Christiane LAMBERT souligne que le maillon faible de la chaîne alimentaire est l'agriculteur, confronté dans certains secteurs à une baisse dramatique du niveau des revenus. Alors que l'agriculture française est une pépite, elle subit pour la première fois un solde négatif. Selon le rapport de l'observatoire de la formation, des prix et des marges, la destruction de valeur est d'un milliard d'euros par an. Au cours des dix dernières années, les importations de fruits et légumes ont respectivement augmenté de 67 % et 50 %, ce qui conduit à la faillite d'exploitations agricoles et d'industries agroalimentaires. A titre d'exemple, la France consomme 400 000 tonnes de pêches par an, dont 50 % d'importations espagnoles. La production de la vallée du Rhône est sinistrée par

cette guerre des prix. Seule la filière du lait a bénéficié des effets des Etats généraux de l'alimentation.

Enfin, **Christiane LAMBERT** rappelle que l'évolution des attentes des consommateurs entraîne des changements. Dans certaines catégories, la consommation de produits biologiques progresse de 10 % par an, même si leur part globale se limite à 5 % et n'est pas la préoccupation première des foyers modestes. L'enjeu est de répondre aux attentes de tous les marchés.

Amélie LEGRAND signale que le CIWF soutient des actions de contractualisation tripartite sur un temps long. La démarche engagée en lien avec Système U vise à inclure le bien-être animal dans le cahier des charges. Les acteurs du secteur agroalimentaire et les distributeurs ont leur part de responsabilité dans l'accompagnement des producteurs et des consommateurs dans la transition du modèle agricole.

Richard GIRARDOT souligne que la sincérité de l'agriculteur et de l'industriel engagés dans une démarche qualitative est une notion essentielle.

Serge PAPIN annonce qu'une opération « portes ouvertes » aura lieu au mois de novembre à l'initiative d'une centaine d'entreprises, des PME jusqu'aux groupes industriels.

Christiane LAMBERT souligne qu'il est important d'éviter la critique systématique de valoriser les efforts de la filière agroalimentaire. Pour la troisième année consécutive, le magazine *The Economist* considère la France comme le pays de l'alimentation la plus durable au monde. En matière de bien-être animal, les lanceurs d'alerte ont permis d'accélérer certains changements induits par les directives européennes depuis 1973.

Serge PAPIN souligne que la raison d'être des metteurs en marché consiste à se préoccuper de la chaîne de valeur, de l'environnement et de la santé. Ils doivent également apporter toute l'attention nécessaire à la notion de « raison d'être dans l'entreprise » pour les jeunes collaborateurs et à la notion de « raison de venir » faire leurs achats pour les clients.

Amélie LEGRAND rappelle qu'au plan mondial, 80 % des animaux sont élevés dans des exploitations intensives, sans accès à l'extérieur et souvent en cage. Il est indispensable de favoriser le bien-être animal et résoudre la question de l'impact de ces élevages sur la sécurité alimentaire, la santé humaine et l'environnement. Toutefois, les éleveurs ne peuvent répondre seuls à ces enjeux. L'évolution du système agricole implique les acteurs de l'aval et les consommateurs.

Christiane LAMBERT affirme que l'élevage intensif n'est pas synonyme de mal-être animal. Par ailleurs, elle rappelle la nécessité de revoir la gestion de l'eau agricole, dans le contexte de périodes de canicule, de sécheresse et d'excès d'eau beaucoup plus fréquentes. La France stocke seulement 1,7 % de l'eau de pluie, contre 29 % en Espagne. En dix ans, l'augmentation des réserves d'eau dans l'Hexagone n'a progressé que de 1,3 %, contre 13 % en Europe.*